

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Tunis - le 08 octobre 2020. Suite aux violences perpétrées le mardi 06 octobre par les forces de l'ordre contre les citoyen.ne.s ayant participé à la manifestation pacifique qui a eu lieu devant l'Assemblée des Représentant.e.s du Peuple, manifestation qui a eu pour objet d'exprimer le rejet du projet de loi relative à la répression des atteintes contre les forces armées et d'appeler les député.e.s à ne pas le ratifier ; et en réaction à l'arrestation et conduite de plusieurs militant.e.s de la société civile aux postes de police, les associations signataires dénoncent et condamnent fermement de telles violences et violations, ces dernières nous rappelant un passé pas si lointain que nous pensions révolu grâce à la Révolution de la dignité.

Les associations condamnent également tous les messages de violence, de haine et de harcèlement publiés sur les réseaux sociaux par des individus qui ne dissimulent pas leur affiliation aux services de sécurité, et ce contre les militant.e.s ayant pris part à la manifestation ; mais aussi, les campagnes de dénigrement dirigées contre certain.e.s journalistes en raison de leur couverture médiatique des violations des droits humains, perpétrées par les services sécuritaires.

Les associations signataires rappellent aux dirigeant.e.s du pouvoir exécutif que le droit de manifester est garanti par la Constitution tunisienne et que l'Etat a l'obligation de protéger la dignité des individus. Par ailleurs, les empiétements flagrants sur les droits humains qui ont eu lieu devant l'ARP et les agressions violentes contre des manifestant.e.s pacifiques appuient les associations signataires dans leur position de rejet du projet de loi et consolident leur engagement à mettre en œuvre les réformes nécessaires pour bâtir l'état de droit et les institutions et asseoir un système de sécurité républicain. Elles exigent, dans ce sens, d'établir la responsabilité des sécuritaires auteurs des agressions afin de ne pas consacrer davantage l'impunité.

Liste des associations signataires:

1. Forum Tunisien des Droits Économiques et Sociaux
2. Association Tunisienne des Femmes Démocrates
3. Damj, l'Association Tunisienne pour la Justice et L'égalité
4. Association Tunisienne de défense des libertés individuelles
5. Avocats Sans Frontières
6. Organisation Mondiale Contre la Torture
7. Organisation Contre la Torture en Tunisie
8. I Watch
9. OXFAM

10. Association Tunisienne de Lutte Contre les MST et le sida (ATL MST SIDA)
11. Association No Peace No Justice
12. Euromed Droits
13. Fanni Roghman Anni
14. Association Al-Karama
15. Mobdiun
16. Association pour la Promotion du Droit à la Différence
17. Mawjoudin
18. Democratic Transition & Human Rights Support Center
19. Access Now
20. Shams
21. Free Sight Association
22. Association Tunisienne de Prévention Positive
23. Calam
24. Association Internationale pour le Soutien des Prisonniers Politiques
25. Al Karama
26. Coordination nationale indépendante de la justice transitionnelle
27. International Alert
28. Psychologues Du Monde –Tunisie
29. Legal Agenda
30. Association des Femmes Tunisiennes pour la Recherche sur le Développement